

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 638 - 21 MARS 1996 - Prix 2,50 F

Forum national
pour inventer
un nouvel avenir

NANTES :

Les
1000 voix
pour construire
une nouvelle
perspective

« Nous avons tous une idée : celle de battre la droite et sa politique qui fait tant de mal.

Il faut orienter les choses différemment, ne pas recommencer ce qui a conduit à l'échec.

Nous ne proposons pas une simple alternance d'hommes au pouvoir mais une alternative politique qui s'appuie sur une autre logique.

Il faut observer ce qui s'est passé, mettre les cartes sur la table, s'appuyer sur l'expérience et surtout faire en sorte que cette fois on ne laisse pas les choses se régler en haut, au sommet.

Les forces de gauche et de progrès doivent discuter mais vraiment, il faut que les gens s'en occupent et que la politique soit l'affaire des citoyens.

Le fait que cette initiative soit organisée, que les formations politiques de gauche débattent ensemble dans leur diversité et que nous en appelions à l'intervention citoyenne pour voir quelle

LA POLITIQUE
DOIT
ÊTRE
L'AFFAIRE
DES
CITOYENS

est la bonne politique pour la France, participe déjà à ouvrir un espoir de perspectives pour notre pays.

On sait que chaque fois qu'il y a pouvoir, il y a des risques de détournement, de confiscation, ou d'abus de ce même pouvoir.

Comment s'y attaquer ? Seulement en disant contre pouvoir, en pensant au jour du vote, nous ne le croyons pas. Si le Parti Communiste n'avait pas été aussi affaibli, s'il avait été plus fort, la Gauche toute entière aurait été grandie.

Il faut à tous les niveaux une avancée des droits et des pouvoirs d'intervention des citoyens.

Pour que le pouvoir ne soit pas détourné, il faut qu'il soit partagé par le plus grand nombre d'individus dans l'entreprise, dans la cité, à l'échelle de toute la société ».

Jean-Claude Gayssot
Secrétaire National du PCF

SOMMAIRE

Page 2

- Les citoyens s'emparent de la politique

Pages 2, 3, 4, 5, 6

- Spécial Forum

Page 7

- Une nouvelle attaque contre le droit des femmes

Page 8

- Les patrons contre la loi à Babou à Trignac
- Incident à la Brinks à Nantes.
- Action contre l'expulsion d'une femme algérienne

RENCONTRES PUBLIQUES DE CELLULES

Les citoyens
s'emparent
de la
politique

Les cheminots

Rien ne sera plus comme avant

2 des cellules des cheminots, celle du PC et celle de l'AEN avaient décidé de tenir leur rencontre publique deux jours avant le forum du 14 mars.

16 personnes sont passées entre 12 heures et 14 heures discuter avec les communistes.

L'annulation du contrat de

plan est ressentie par les cheminots comme une grande victoire mais ils s'interrogent sur le prolongement à donner cette victoire. Comment faire vivre dans une forme différente cette détermination qui a permis ce résultat ?

Comment engager le maximum de collègues à la réécriture du contrat du plan et comment articuler cette démarche avec la perception qu'il est nécessaire de travailler « tous ensemble » pour d'autres solutions.

Interrogations sur les réponses et les avis des com-

munistes concernant le mondialisation. Question aussi sur le capacité du Parti communiste Français à reconstruire une perspective crédible à gauche.

Une idée qui revient souvent dans cette rencontre, est celle que rien ne sera plus comme avant l'expérience des derniers mois.

Bien sûr, les cheminots qui ont vu les communistes durant le conflit s'interrogent sur la responsabilité du Parti Socialiste dans la mise en place de Maastricht et des réponses actuelles apportées avec la monnaie unique.

Les Dervallières

Créer de vrais emplois

La cellule Joliot-Curie avait convié les habitants de la cité des Dervallières, à une réunion publique.

21 personnes ont répondu à l'invitation dont 5 non communistes. Un grand nombre de participants sont intervenus dans le débat, qui a tourné autour des réalités du quartier : l'aggravation de la violence, tout ce qui touche à l'habitat avec un accent particulier sur les nombreux appartements vacants. La venue d'un laboratoire pharmaceutique dans un bâtiment,

actuellement en construction au centre de la cité a soulevé des observations et des réprobations compréhensibles dans ce quartier très touché par le chômage. Cette diversification, à laquelle la ville de Nantes apporte son appui financier, va se traduire par un simple transfert du centre ville aux Dervallières sans créer d'emplois. Les participants unanimes ont condamné cette opération, coûteuse pour le contribuable, et sans contre partie d'embauche, et ont fait émerger une volonté de peser sur une véri-

table implantation créatrice d'emplois.

La présence de Gaston Auffret, conseiller municipal et de surcroît administrateur de Nantes Habitat, a été un plus dans la discussion.

L'analyse du grand mouvement social de décembre ainsi que les problèmes de l'union furent abordés, parfois avec passion, par les intéressés, mais avec un souci de faire avancer les choses.

Cette assemblée s'est conclue par une adhésion au Parti Communiste Français.

La Sécurité Sociale

Au-delà du Tous Ensemble

Les communistes de la CRAM tenaient leur rencontre publique de cellule le jeudi 7 mars.

10 personnes dont 8 non communistes se sont donc retrouvées ce jeudi midi pour discuter des propositions du parti communiste Français et de la situation que nous vivons.

Monnaie unique, les conséquences de Maastricht ou comment amplifier la résistance à la politique de la droite ont alimenté la première partie de cette rencontre.

Des interpellations également de la part d'un non-communistes qui ne s'est décidé à voter Robert Hue qu'au dernier instant. Cette interpellation a permis de prolonger le débat sur la question de quelle perspective nous avons besoin et sur le contenu et les conditions à réunir pour avancer vers

alternative politique progressiste.

Interpellation aussi sur le rôle que comptant jouer les partis de gauche après les mouvements sociaux de novembre et décembre, sur leurs réponses, à l'image des propositions faites par Robert Hue pour répondre immédiatement aux questions de l'emploi, des salaires ou sur la relance.

Discussion riche, vive, qui dans la diversité du « tous ensemble » crié dans les manifestations, permet de percevoir le rôle que le parti communiste entend jouer pour être utile et contribuer à la riposte des citoyens.

Le temps passe vite dans ces rencontres où chacun est là pour dire ce qu'il pense.

Le rendez-vous était donc pris pour prolonger sous une autre forme la discussion en participant au Forum National du 14 mars aux Salons Mauduit.

Vous n'avez pas fini
d'en profiter

Du 21 au 25 mars

OUVERT
DIMANCHE
24 MARS



PORTES
OUVERTES
RENAULT

24 Twingo
ET 200 000 MONTRES TWINGO
à gagner

Laissez-vous prendre au jeu et devenez l'heureux gagnant de l'une des 24 Twingo ou de l'une des 200 000 montres Twingo en jouant au Grand Jeu National Gratuit du Radiotéléphone.

ECONOMISEZ JUSQU'À 22 000 F*

Pour l'achat d'un véhicule neuf nous vous proposons de bénéficier d'un Capital Reprise pouvant aller jusqu'à *15 000 F selon les modèles signalés, *cumulable avec la Prime Qualité Automobile de 5 000 F ou 7 000 F si votre véhicule en bénéficie. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 22 000 F. Offre non cumulable, réservée aux particuliers et valable du 21 au 25/03/96.

SUCCURSALE RENAULT NANTES

ROUTE DE VANNES
ST-HERBLAIN
40 67 27 27

RENAULT

ROUTE DE PARIS
CARQUEFOU
51 85 26 26

NÉCROLOGIE

La cellule de la Tour du Commerce très touchée par la mort de notre camarade Henri GAUDIN, combattant des Brigades Internationales et ancien F.T.P. Nous adressons à sa femme et à toute la famille nos sincères condoléances et leur témoigner toute leur amitié.

les nouvelles DE LOIRE-ATLANTIQUE

Supplément au n° 638 du 21 mars 1996

**EDITION
SPÉCIALE**

EDITO

par Gilles Bontemps,
secrétaire
de la Fédération de Loire-Atlantique,
membre du Comité National
du P.C.F.

Ensemble construire une dynamique d'espoir

Après Marseille, Lyon, Toulouse et juste avant Lille et Paris Bercy, le succès du Forum national de Nantes, son retentissement, les échos qui continuent de nous parvenir, montrent que cette initiative du Parti Communiste Français correspond à une forte attente des citoyens.

La situation actuelle est marquée par une double urgence : repousser les mauvais coups, enrayer la logique destructive de la droite au pouvoir en arrachant tout ce qui peut l'être et en même temps construire une véritable alternative politique à gauche.

Il est nécessaire de sortir de ce cycle qui d'élection en élection voit se succéder au pouvoir des équipes différentes qui mettent en œuvre des politiques dont les fondements se ressemblent.

Pour progresser dans ce sens, les communistes pensent qu'il faut appliquer à la politique ce qui s'est fait dans le mouvement social, c'est-à-dire contribuer à ce que les citoyens soient en permanence auteurs et acteurs des luttes et du changement et que les forces politiques se mettent à l'unisson des exigences populaires.

Avec les Forums, le P.C.F. a commencé à faire vivre cette démarche en organisant des espaces de rencontres, permettant l'indispensable confrontation d'idées, directe, au grand jour entre citoyens et partis politiques.

Comme on l'a vu à Nantes et comme l'illustre ce journal, ce type d'initiative, loin de couler tout le monde dans le même moule, permet que s'expriment la diversité et le pluralisme, que soient connues les opinions et propositions des uns et des autres et que se développe la confrontation constructive.

Cette nouvelle façon de faire de la politique répond à l'exigence de démocratie dont le mouvement social a montré l'efficacité.

Cela renforce le rôle et les responsabilités des partis politiques pour alimenter la réflexion du mouvement populaire, son activité présente et à venir, son intervention permanente.

Dans cet esprit, le Parti Communiste est décidé à jouer toujours mieux son rôle avec son identité et ses propositions, pour construire à une dynamique d'espoir qui donne l'avantage au peuple, l'invitant à investir le terrain politique, ne laissant à personne le soin de décider de son sort à sa place, comme ce fut malheureusement le cas dans le passé.

Le Forum de Nantes va avoir des prolongements immédiats dans le département. C'est le sens des rencontres politiques organisées par les cellules du P.C.F., dans des entreprises, des communes et des quartiers. C'est le sens des initiatives autour des mesures d'urgences avancées par Robert Hue et de la pétition pour un référendum sur la monnaie unique. Ce sera aussi le sens de la Fête de l'Humanité organisée les 25 et 26 mai prochains à Saint-Nazaire.

Développer toute cette activité, dynamique, combative, ouverte, que beaucoup ont découvert ou vérifié à l'occasion du Forum, nécessite de donner davantage de force au Parti Communiste Français. L'expérience l'a montré, quand il est plus fort, ça va mieux pour les gens, et leur avenir est ouvert.

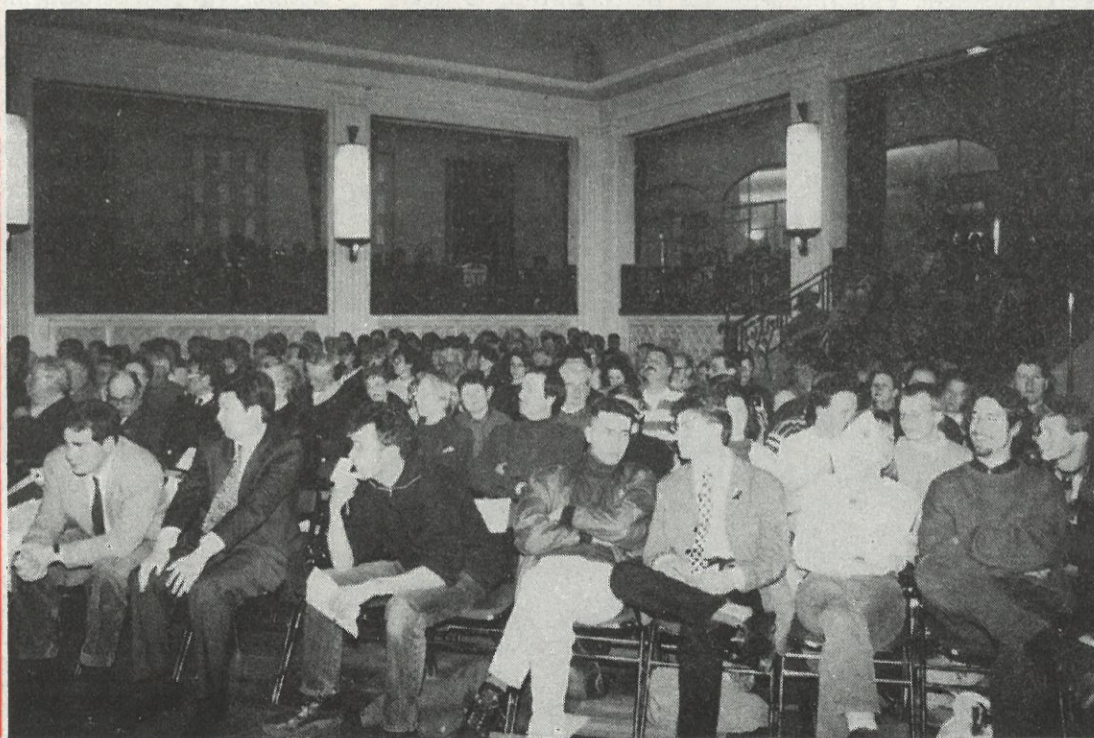
Aujourd'hui, vous êtes nombreux à penser et à dire que vous avez besoin du P.C.F. pour vous défendre et pour ouvrir une perspective de progrès. Mais pour qu'il réponde à votre attente, il a besoin de vous. Alors nous vous invitons à y prendre toute votre place.



Forum national
pour inventer
un nouvel avenir

UN DÉBAT A MILLE VOIX

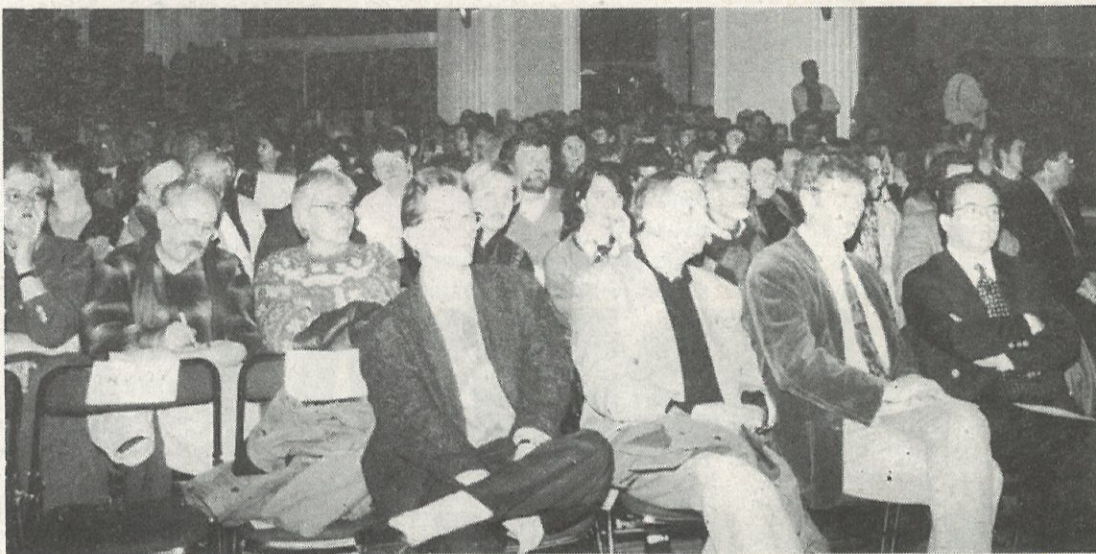
**pour construire
une perspective nouvelle
à gauche**



Une Initiative du Parti Communiste Français

DÉBATTRE ENSEMBLE POUR INVENTER UN NOUVEL AVENIR

Soirée forte aux Salons Mauduit à Nantes, le 14 mars, à l'initiative du Parti Communiste Français où les forces de gauche et de progrès et les citoyens débattaient librement de l'avenir dans le cadre d'un des 7 forums nationaux organisés sur le thème « Inventer un Nouvel Avenir ».



Les mille voix réunies dans les Salons Mauduit autour de 5 dirigeants nationaux et les responsables des forces politiques de gauche et de progrès départementales ont exprimé avec force pendant plus de trois heures leur volonté de changement, le contenu qu'elles entendent lui donner et les conditions pour y parvenir.

Mille voix différentes où s'entremêlaient l'interpellation des représentants des forces politiques nationales présentes, l'expression de fortes convictions, des propositions concrètes ou encore et simplement la vie quotidienne, la vie des gens.

Il n'y avait rien de discussions de salons entre ces hommes, ces femmes, ces

jeunes ou retraités, entre ceux qui étaient engagés dans une vie militante, syndicale, politique ou associative et les autres, ceux qui venaient tout simplement pour participer parce qu'ils avaient été déçus, parce qu'ils voulaient construire ensemble un Nouvel Avenir.

Il n'y eu pas de round d'observation après que Gilles BONTEMPS, le Secrétaire de la Fédération du Parti Communiste, aie projeté l'initiative rappelant, « que le gouvernement fait la sourde oreille et maintient le cap de l'austérité. Il ponctionne les familles, précarise l'emploi et l'ensemble de la société en même temps qu'il multiplie Les primes à la Finance et les

cadeaux au patronat devait-il poursuivre. Ça ne peut plus durer ! Il n'est pas question pour les communistes d'attendre 1998, c'est aujourd'hui qu'il faut s'opposer à cette politique et arracher tout ce qui peut l'être. C'est le sens des propositions formulées par Robert HUE, c'est également la démarche qui inspire notre forum de ce soir, forum qui va permettre que les formations de gauche confrontent leur point de vue entre elles mais aussi avec les citoyens ».

Au total, 39 interventions vont se succéder dans la salle où étaient disposés trois micros.

Les jeunes, nombreux dans la salle, prendront durant toute la soirée une place importante dans le débat. Des jeunes salariés, étudiants, précaires ou chômeurs qui posèrent tous avec la même force la question de l'Avenir.

- Erwan, jeune étudiant, interpelle « Va-t-on enfin prendre en compte les moyens de changer l'école et lui permettre de suivre sa mission. Nous manifestions quand Jospin était Ministre de l'Education, nous continuons aujourd'hui avec Bayrou

parce que les problèmes ne sont pas réglés ».

- Jacques, employé à EDF, rappelle l'attachement des gaziers et électriciens au service public et la crainte que l'entreprise ne soit mise en concurrence au nom des directions de Maastricht.

Un représentant du Mouvement des Citoyens aborde la question des privatisations à propos de la Banque de France. « Il faut renationaliser ce qui fut l'un des outils que nous a donné la gauche » lance-t-il. « C'est affirmer l'identité et l'indépendance de la France au regard des orientations de Maastricht ».

Un cadre des PTT en retraite donne son sentiment sur l'échec de la gauche. « En 1981, j'ai voté MITTERRAND, suite à l'échec du programme commun, je n'ai pas été déçu car je n'attendais rien d'un accord au sommet ».



Question qui reviendra à diverses reprises et exprimée par le SVP mis en place pour la soirée. « Les gens veulent être acteur de la vie politique, donner leur avis. Ils ne veulent pas être consultés seulement tous les 6 ou 7 ans lors des élections cela ne passe plus... ».

La vie des gens, leur quotidien revient fortement dans les interventions.

- Patrick, chômeur et précaire depuis 10 ans ne veut pas que ses enfants connaissent la même galère que lui, il veut participer à la construction d'un autre avenir.

- Monique revient sur cette idée « Un peu partout, on voit des gens faire la manche, ce n'est plus tolérable mais est-ce seulement le bilan de la droite ? s'interroge-t-elle. Il faut que cela change, ce n'est pas agresser que de le dire.



Des interventions, des salariés de grandes entreprises du département alimenteront la réflexion... « Cette Europe s'interroge Christian, n'est-elle pas plus déstructurante qu'autre chose pour l'Aérospatiale ».

Où vont les progrès technologiques et de productivité pour Louis, technicien aux Chantiers de l'Atlantique qui après 22 ans d'ancienneté gagne 8 500 F par mois. « Le France a été construit en 3 ans, le dernier paquebot sorti en 26 mois sans qu'il n'y ait eu véritablement de réduction du temps de travail. Saint-Nazaire connaît 10 000 chômeurs, n'y a-t-il pas autre chose à faire que de continuer à privilégier la Finance ? ».

Le conflit social de novembre - décembre reviendra dans de très nombreuses interventions dans la salle mais également par l'intermédiaire des représentants des partis politiques. Son contenu, sa force mais également le message qu'il contenait interpellent toutes les forces politiques.

Sortir de la doctrine de l'argent-roi, placer l'homme au centre de la société tel est le message lancé par de nombreux intervenants.



LES REPRÉSENTANTS NATIONAUX présents au Forum de Nantes

Sur notre photo de gauche à droite :

- Alain TOURRET, Vice-Président de Radical
- Alain CLAEYS, Secrétaire National du Parti Socialiste
- Jean-Claude GAYSSOT, Secrétaire National du Parti Communiste Français
- Andrée BUCHMANN, Vice-Président de Convergence Ecologie Solidarité
- André ROCHARD, Membre du Bureau Politique de La Ligue Communiste Révolutionnaire



Jean-Claude GAYSSOT

Parti Communiste Français

Ce qui a été possible au plan social doit l'être au plan politique

La crise affecte toute notre société. Le mouvement social a dit NON à la fatalité.

Les cheminots ont refusé les 70 000 suppressions d'emplois, la remise en cause de leurs acquis. Ce n'est pas fatal que ce soit toujours les mêmes qui paient.

Quant on est uni on est plus fort que quand on est divisé, mais l'Unité qui a caractérisé le mouvement ne s'est pas faite comme ça. Chaque jour, chacun pouvait participer. La démocratie a été le moyen non seulement d'être partie prenante mais également de maîtriser son destin, modifier le rapport de force et de favoriser l'Union et l'Unité.

Ce qui a été possible dans le mouvement social doit

interpeller les formations politiques ; elles ont besoin d'étendre les exigences qui s'expriment.

Il faut que les formations de Gauche soient à l'unisson des aspirations des gens. C'est l'objectif que nous nous assignons dans notre proposition de pacte unitaire pour le progrès et dans les forums que nous réalisons actuellement.

Cette démarche doit faire grandir l'idée que si les gens s'intéressent plus à la question politique sans attendre les échéances électorales, nous travaillerons à la construction d'une perspective politique qui s'attaque aux marchés financiers, au libéralisme.

Alain CLAEYS

Parti Socialiste

La gauche doit se rassembler

« Après le mouvement social comme tous les citoyens, nous disons que nous ne voulons pas subir mais agir.

Je ne suis pas pessimiste, il y a une volonté très forte des salariés d'agir dans ce pays.

Nous restons profondément Européens, nous sommes pour une Monnaie Unique

comme instrument pour lutter contre la spéculation monétaire, ce qui ne nous empêche pas de défendre le service public dans notre pays. Notre position est parfaitement claire sur la nécessité d'une charte sociale européenne incluant un Salaire Minimum Européen.

Le rôle de nos formations politiques c'est à la fois

André ROCHARD

LCR

Non à l'Europe de Maastricht

« On discute de l'Europe telle que l'on vous la présente mais ceux qui « construisent l'Europe » de Maastricht sont en fait en train de détruire l'Europe sociale. Les critères de convergence qui doivent permettre d'aboutir à la monnaie unique sont contrairement aux intérêts des peuples.

Il faut sortir de Maastricht, construire les bases d'une Europe sociale, démocratique, féministe tournée vers la Jeunesse. Nous disons NON à cette Europe qui est tellement brutale et qui remet tout en cause dans notre pays ».

Andrée BUCHMANN

Convergence Ecologie Solidarité

La jeunesse est prioritaire

« Une société qui transforme toute une classe d'âge en personnes désespérées et une société qui crée des gâchis fantastiques.

La jeunesse est prioritaire car la société de demain c'est maintenant qu'on la construit.

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'argent, il y en a beaucoup qui va à l'armée, à

l'arme nucléaire alors que la priorité des priorités est d'offrir des perspectives à la jeunesse.

Les jeunes actuellement souffrent des perspectives d'avenir en ce qui concerne le travail, la participation à la vie civique.

Il faut offrir des espaces à la jeunesse de notre pays ».

Alain TOURRET

Radical

La droite détient tous les leviers

« Si le mouvement social a eu autant de force, c'est qu'il y a une véritable fracture sociale entre d'un côté les Institutions et de l'autre le peuple de France.

Toutes les Institutions sont actuellement tenues par la droite : le Président de la République, le Sénat, l'Assemblée Nationale, 22 Régions sur 24, la quasi totalité des Conseils généraux, une majorité de Villes.

Nous avons à faire à la droite la plus arrogante, la

plus ultra-libérale que nous n'ayons jamais connue.

Elle a cru parce qu'elle détenait la presque totalité des pouvoirs politiques qu'elle pourrait imposer un certain nombre de réformes de structure et c'est là qu'elle s'est trompée.

Elle a fabriqué l'exclusion, l'absence d'emploi, la récession, et la France s'est révoltée dans un mouvement puissant, mouvement d'union, mouvement libérateur ».

Forum national
pour inventer
un nouvel avenir

NANTES 14 MARS 1996

Citons parmi les très nombreuses personnalités, partis politiques, organisations syndicales, associations présentes au FORUM.

Les fédérations de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, du Parti Socialiste, du Mouvement des Citoyens, de Radical, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de l'UDB, des Verts, de l'AREV, de Convergence Ecologie Solidarité...

De l'Unité Départementale CGT, de la FSU.

De la FAL de SOS Racisme, du MRAP, Aides...

De la JOC, de l'Union des Etudiants Communistes, des Jeunesses Communistes, de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire...



Louis DRONVAL

L'Europe avec un peu de recul

« L'Europe qui se construit c'est l'Europe du fric, l'Europe du capital.

Si on prend un peu de recul, on se souvient de l'Europe Verte pour les agriculteurs avec le résultat que l'on connaît ou bien l'Europe Bleue pour les pêcheurs avec autant de désastre.

On ne peut plus continuer

dans cette Europe là, celle de Maastricht, demain de la Monnaie Unique.

Cette Europe là, ne laisse pas de place à une véritable politique sociale progressiste mais au contraire réduit les budgets sociaux avec les conséquences sur l'emploi et nos industries, et casse le service public.

Christian SAULNIER

Ouvrier à l'Aérospatiale de Saint-Nazaire

« Ce forum, c'est aussi : un début dans la réflexion sur la Monnaie Unique.

La proposition de Robert HUE d'un instrument commun est opportune, elle mérite d'être développée.

Dans mon entreprise, nous subissons les questions monétaires avec de graves incidences. C'est ainsi que le dollar qui paraît-il est 80 centimes en dessous de sa valeur, va entraîner 4 000 licenciements

pour « rétablir une parité Franc - Dollar ».

En fait, les patrons abandonnent des stratégies industrielles de développement et se replient sur des stratégies purement financières ».

Monique MAESTRE

Employée à la Sécurité Sociale

Ne pas décevoir les gens

« Je suis satisfaite de l'initiative du Parti Communiste, le Forum est quelque chose de constructif. Il faut développer et prolonger des confrontations telles celles de ce soir. C'est ça la démocratie.

Les partis politiques de Gauche vont être obligés

d'écouter les salariés, les citoyens. La profondeur du mouvement social de novembre - décembre pose la question de la perspective, les partis ont donc une responsabilité importante pour que les gens ne soient pas une nouvelle fois déçus ».



Patrick CHEBANNIER

Et les besoins des gens

« Je suis en situation précaire depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire en Contrat à Durée Déterminée, en Intérim, en CES ou comme actuellement en Formation, c'est-à-dire que je ne suis plus considéré comme un demandeur d'emploi.

On parle de l'Europe, de la mondialisation mais il ne faut

pas oublier le quotidien des gens. On oublie les besoins élémentaires des hommes.

Ne me dites pas que l'on n'a pas en France, les moyens de couvrir les capacités des gens en difficulté. Mais pour cela il faut inverser la politique que nous avons connue ces dernières années, il faut augmenter le pouvoir d'achat afin plus de consommer.

Il faut revenir à la vie quotidienne, à l'homme.

L'Europe sociale, excusez-moi mais je ne sais pas ce que c'est, ce que cela veut dire.

Le Salaire Minimum proposé ne rappelle-t-il pas le RMI qui ressemble bien à un Salaire Minimum d'Exclusion ! »



Erwan MOINIER

SOS Racisme

Ce n'est pas l'Europe des peuples

« Il faut que la Gauche se réempare des questions de l'antiracisme.

Il ne faut pas par opportunisme électoral qu'elle s'arrête de parler de ces questions car le chômage touche tout le monde, français ou immigrés.

On parle de l'Europe libé-

rale, mais c'est aussi l'Europe qui durcit ses frontières. On dit que l'Europe c'est la libre circulation des hommes ce n'est pas vrai. Il y a une remise en cause du droit d'asile à l'échelle européenne.

On ne peut pas dire que ce soit l'Europe des peuples ».

VOUS Y ETIEZ

VOUS AVEZ ETE ATTENTIF A CE FORUM

Vous souhaitez aujourd'hui

- être informé des initiatives prises par les communistes de votre quartier, de votre entreprise.
- rencontrer un militant pour prolonger le débat.
- Donner votre avis. Ecrivez-nous.

NOM..... Prénom.....

ADRESSE.....

entreprise.....

A retourner : FEDERATION du P.C.F.
41, rue des Olivettes
44000 - NANTES

UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES DROITS DES FEMMES

La Commission des Affaires Sociales de l'assemblée nationale a adopté un amendement présenté par plusieurs députés qui vise à autoriser s'il est voté, les associations opposées à l'IVG à se porter partie civile contre toute information sur ce droit.

De quoi s'agit-il réellement ?

La notion de provocation à l'avortement est définie dans le Code pénal et le Code de la santé publique. Toute violation de cet article est puni d'un emprisonnement de 2

ans et d'une amende de 2 000 à 30 000 F.

On peut présumer que dans l'esprit du législateur « personne ne doit inciter une

femme à avorter ». Aucun élément ne permet de dire que cette incitation existe en France. En revanche, le droit des femmes et des couples à décider d'avoir ou non un

enfant, qui vient à nouveau d'être reconnu dans la plateforme de la IV^e conférence internationale des femmes à Pékin, est constamment menacé.

Qui propose cet amendement ?

Mme BOUTIN et M. BEAUMONT, députés relais des associations pour « la défense et la promotion du droit à la vie », essaient depuis des années par tous les moyens de faire échec à une loi votée démocratiquement par l'Assemblée nationale et

reconnue comme une mesure de santé publique. La loi sur l'interruption volontaire de grossesse a permis aux femmes de ne plus redouter les grossesses indésirées et aux plus démunies d'entre elles de ne plus avoir recours à des moyens qui mettaient leur vie

en danger. Cette loi a protégé la vie des femmes et leur fertilité à venir.

Depuis 1990, près d'une centaine d'attaques contre des lieux où se pratiquent les avortements ont été recensées. Toutes ces attaques visaient à la remise en cause de la loi

Veil. Afin de protéger les femmes et les équipes médicales contre l'occupation des blocs opératoires, un délit d'entrave à l'IVG a été voté en 1993.

La Cour de cassation vient de rendre un arrêt confirmant la validité des condamnations et la constitution des délits.

A quoi peut servir cet amendement ?

Toutes ces manœuvres, qui ne visent qu'à remettre en cause le droit légitime des femmes à décider de poursuivre ou non une grossesse, laissent présumer de l'usage futur de l'amendement déposé : accentuer les pressions sur le droit des femmes et des couples à maîtriser leur fécondité, harceler juridiquement les associations et personnes œuvrant pour l'application de la loi, enfin gêner par tous les moyens possibles le travail d'information et d'éducation populaire dans le domaine de la sexualité et des droits en matière de reproduction.

Le droit à l'information pour tous est un droit fondamental. Donner à chacun les moyens d'un choix véritable et lucide est une obligation pour un Etat de droit.

L'Assemblée nationale doit se prononcer sur le texte de cet amendement.

Face à cette récidive, un grand nombre d'organisations politiques, syndicales, associations qui ont assuré le suc-

cès de la manifestation pour les droits des femmes, le 25

novembre 1995, appellent à la riposte pour exiger le rejet de

l'amendement Boutin-Beaumont.

**Vous n'avez pas fini
d'en profiter
Du 21 au 25 mars**



**PORTES
OUVERTES
RENAULT**

**24 Twingo
ET 200 000 MONTRES TWINGO
à gagner**

Laissez-vous prendre au jeu et devenez l'heureux gagnant de l'une des 24 Twingo ou de l'une des 200 000 montres Twingo en jouant au Grand Jeu National Gratuit du Radiotéléphone.

ECONOMISEZ JUSQU'À 22 000 F*

Pour l'achat d'un véhicule neuf nous vous proposons de bénéficier d'un Capital Reprise pouvant aller jusqu'à *15 000 F selon les modèles signalés, *cumulable avec la Prime Qualité Automobile de 5 000 F ou 7 000 F si votre véhicule en bénéficie. Vous pouvez ainsi économiser jusqu'à 22 000 F. Offre non cumulable, réservée aux particuliers et valable du 21 au 25/03/96.

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 17 20 20



RENAULT

BABOU :

un comportement inacceptable

Les « Babous » - une vingtaine de filles salariées de cette enseigne à TRIGNAC avaient fait l'actualité en Mai 95. Un gageur dirigeant du magasin voulait imposer sa loi. C'était sans compter sur la solidarité des salariées décidées à se battre pour leur dignité.

Elles avaient gagné, donant une sacrée bouffée d'oxygène pour toutes les filles qui travaillent dans ces enseignes peu soucieuses de leur personnel.

Leur colère a de nouveau marqué l'actualité.

Elles ont appris et comment en fin de matinée, vendredi 5 mars,

que le soir même le magasin serait fermé.

Une salariée est appelée par son mari au chômage qui vient d'être contacté par une boîte d'intérim, pour venir déménager le lundi matin à 5 h (ce qui s'est également produit à Babou - St Herblain).

Coup de colère, rendez-vous chez le directeur qui doit avérer que c'est exact.

Le samedi matin toutes ensemble, elles sont reçues en mairie par Jean-René TEILLANT, premier adjoint.

La colère, les inquié-

des, les questions fusent :

- allons nous être payées ?
- nos droits au chômage ?
- nos contrats... quelle suite ?

Vous vous rendez compte, comment on nous traite... ils n'ont tout de même pas le droit de nous traiter ainsi.

Pourquoi n'ai-je pas été prévenue. Cette décision ne date pas d'hier. Babou fait une bonne affaire financière. Nous ils s'en foutent.

Avec l'aide de l'UL CGT, diverses rencontres avec Babou et également

avec les dirigeants de Décathlon ont permis d'obtenir certaines garanties, affaire à suivre.

L'émotion, la colère suscitée par ce comportement inacceptable traduit combien l'attachement à la dignité au respect des hommes et des femmes est fortement enraciné dans cette région.

Cet attachement doit s'exprimer avec encore davantage de force pour que de telles situations ne se reproduisent plus.

Pour sa part, la municipalité de TRIGNAC a manifesté son soutien actif au Babou et restera vigilant pour faire respect les engagements pris.

Menaces d'expulsion d'une jeune femme

Le 4 mars, une jeune femme algérienne, Malika comparaisait au Tribunal Administratif de Nantes pour obtenir l'annulation d'un arrêté d'expulsion avec reconduite à la frontière, pris par le préfet 48 heures plus tôt, le samedi. Ce dernier semble appliquer avec beaucoup de zèle les lois sur l'immigration, sans tenir compte des situations humaines.

Ainsi Malika bénéficie depuis plusieurs années de visa temporaires pour vivre avec son compagnon, père de 4 enfants qu'elle élève. En situation irrégulière au regard de la loi depuis septembre 1995, les services de police sur réquisition du préfet interviennent comme par hasard - mais ce n'est pas la première fois - un samedi matin, mettant dans l'impossibilité l'intéressée d'organiser sa défense, les avocats étant très difficile à joindre le week-end. Fort heureusement la présidente du Tribunal Administratif se rendit aux arguments de l'avocate de Malika, s'appuyant sur le non respect par le préfet de l'article 8 de la convention européenne des Droits de l'Homme.

Incident grave à la Brink's

Un fourgon charge le délégué syndical

Vendredi 1^{er} mars, alors que le délégué syndical C.G.T. traversait le garage, un fourgon blindé a chargé ce dernier, le bousculant et le projetant sur le côté. Blessé à la hanche et à l'épaule, le délégué s'est rendu chez un médecin qui lui a préconisé un arrêt de travail.

Confronté à cette nouvelle forme de dialogue pour le moins musclé, les salariés se sont posés la question : « jusqu'où ira le patronat ? ».

Veut-il au travers de tels faits, échapper à ce que doit être son rôle, celui d'ouvrir de véritables négociations, telles celles présentées à la direction par les salariés de la Brink's. Plainte a été déposée au commissariat de Rezé.

C'est pour s'opposer à ces méthodes inadmissibles et dangereuses que les salariés ont débrayé à 95 %, à l'appel de leur syndicat C.G.T.

les
10 jours fous
de l'usine

Du
21 au 31
mars



Des prix fous !
150 SALLES DE BAINS SCHMIDT
A GAGNER

CUISINES
SCHMIDT

ALAIN GREGOIRE

48, Boulevard Victor Hugo - 44600 SAINT-NAZAIRE
Téléphone : 40.66.33.64 - Fax : 40.01.84.46

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ -
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT,
Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE LE VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX